

Bernard Accoyer: «Le marché européen de l'électricité est un échec patent»

écrit par Antiislam | 2 novembre 2022





Du Figaro :

ENTRETIEN— «L'Allemagne cherche à entraîner le reste de l'Europe dans ses choix, pourtant malheureux sur le plan géostratégique et du climat», observe l'ancien président de l'Assemblée nationale.

Bernard Accoyer, ancien président de l'Assemblée nationale de 2007 à 2012, ancien député de Haute-Savoie, dirige l'association de défense du patrimoine nucléaire et du climat PNC France. Il a publié «Une affaire d'état. La tentative du sabotage du nucléaire français» (Hugo Doc).

LE FIGARO. – Les pays européens se divisent sur la

question d'un plafonnement du prix du gaz utilisé pour produire de l'électricité. Pourquoi l'Allemagne s'oppose-t-elle à ce dispositif?

Bernard ACCOYER. – L'Allemagne est très dépendante du gaz pour son électricité en raison de l'intermittence des énergies renouvelables, pour son industrie et pour les logements où le chauffage au gaz est très développé. Le gouvernement redoute qu'un plafonnement du prix du gaz ne réduise l'offre et crée une pénurie générale.

Une majorité d'États membres, dont la France, défendent cette solution simple et efficace, mais la négociation avec l'Allemagne reste difficile.

L'Espagne et le Portugal sont sortis du marché européen de l'électricité en faisant valoir leur exception énergétique. Pourrait-on faire de même ou du moins tenter de négocier les tarifs avec l'Union européenne?

La solution ibérique est pertinente ; la France ne l'a pas à ce jour obtenue de Bruxelles.

Le marché européen de l'électricité est un échec patent, c'est une des causes de la crise énergétique européenne et de la crise électrique en France.

Ce marché a été ruineux pour EDF, forcé de subventionner ses concurrents, coûteux pour les consommateurs, et catastrophique pour notre système électrique, puisque les distributeurs concurrents d'EDF n'ont fait que s'enrichir sans, pour la plupart, construire de capacités de productions pilotables.

La sortie du marché européen de l'électricité, ou à défaut une réforme en profondeur, n'empêcherait pas la solidarité d'approvisionnement.

Mais ce marché ne pourra plus fonctionner avec les divergences de systèmes de production qui existent désormais entre les

États, particulièrement entre la France et l'Allemagne. La France, en restaurant ses capacités de productions pilotables, c'est-à-dire essentiellement nucléaires, doit retrouver un niveau de prix du kilowattheure compétitif.

L'Allemagne, qui entend ne pas remettre en cause sa sortie du nucléaire, continuera donc de dépendre des énergies intermittentes, et donc essentiellement, et pour longtemps, du gaz, dont le prix restera élevé.

En 2011, Angela Merkel avait déjà décidé unilatéralement de sortir du nucléaire. Le président français a estimé jeudi que Berlin jouait une partition solitaire. A-t-il raison?

La pression de l'écologie politique qui a poussé Angela Merkel en 2011, comme Gerhard Schröder en 1998, à décider de la sortie du nucléaire, afin de rendre possible une grande coalition entre leur parti politique, respectivement CDU et SPD, et les Verts.

L'Allemagne cherche désormais à entraîner le reste de l'Europe dans ses choix, pourtant malheureux sur le plan géostratégique et du climat.

Cette décision allemande de 2011 explique-t-elle la situation dégradée de notre parc nucléaire?

La décision allemande de sortie du nucléaire et son activisme à Bruxelles n'expliquent ni ne justifient l'insuffisance de production d'électricité en France.

Celle-ci résulte de choix politiques et d'une absence de prévoyance. Quant à l'indisponibilité temporaire d'une partie importante du parc, elle relève d'événements qui auraient dû être anticipés si les gouvernements avaient écouté l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) plutôt que des idéologues.

La France a changé de politique en cessant de développer son

parc nucléaire depuis vingt ans puis en voulant le réduire depuis dix ans.

NDLR : Donc sous les présidences Hollande-Macron.

Alors que la France disposait d'une électricité fiable et bon marché, nos capacités de production pilotables et d'importation d'électricité sont aujourd'hui insuffisantes, et le risque de ne pouvoir répondre à la demande est réel, si les conditions météorologiques hivernales sont rudes. La sobriété évidemment nécessaire ne suffira pas.

Comment en est-on arrivé-là?

Sous la pression idéologique, induite en erreur par des scénarios militants sous-évaluant les besoins en électricité, sous-évaluant les conséquences de l'intermittence des énergies renouvelables et avec l'idée fautive que le foisonnement du régime des vents en Europe pourrait compenser l'intermittence, la France a imprudemment fermé, depuis dix ans, 17 centrales à charbon, qui n'étaient appelées que marginalement, et les deux réacteurs de Fessenheim, en parfait état, pour une puissance totale installée de 12 GW, soit environ 15 % de nos capacités.

Les centrales pilotables sont mobilisables selon les besoins (hydraulique, fossile, nucléaire) ; les centrales intermittentes, éoliennes et solaires ne fonctionnant que s'il y a du vent ou du soleil.

La production d'électricité devant, à chaque instant, s'équilibrer avec la demande. Un système électrique doit donc disposer obligatoirement de capacités de production pilotables pour, avec l'aide éventuelle d'importations, répondre aux pointes de consommation.

Des capacités de production en énergies renouvelables ne peuvent satisfaire à cette exigence, en raison de leur intermittence.

Ainsi, l'Allemagne, qui a investi plus de 600 milliards d'euros dans les énergies renouvelables, a conservé un parc de centrales fossiles lui permettant de répondre aux demandes de pointe.

Elle n'a pas amélioré pour autant ses émissions carbonées.

Cette crise nous invite-t-elle à repenser en profondeur notre modèle énergétique? Dans quelle direction?

L'urgence évidente est de restaurer nos capacités de production pilotables d'électricité.

Pour cela, il faut bâtir un plan énergétique sur le court, le moyen et le long terme, ce dernier étant celui des systèmes industriels électriques ; réviser sans délai les textes qui prévoient encore aujourd'hui la fermeture de 12 réacteurs supplémentaires d'ici 2035 ; simplifier les procédures et raccourcir les délais d'autorisation de construction des installations nucléaires ; relancer la quatrième génération de réacteurs nucléaires: les réacteurs à neutrons rapides (RNR).

Le nucléaire durable a toujours été l'objectif des concepteurs de la filière française (ces réacteurs utilisent comme combustible les déchets des réacteurs des générations antérieures).

Chaque jour qui passe sans agir est ruineux pour nos finances, il assombrit l'avenir énergétique, industriel, économique et social de la France.

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/bernard-accoyer-le-marche-europeende-l-electricite-est-un-echec-patent-20221030>

Pour se résumer : que les Européistes nous expliquent ce que nous a rapporté la ci-devant Union dite européenne, à part

d'humilier en permanence notre souveraineté avec des petits personnages comme Ursula von der Leyen ?

Et même Accoyer, à l'image de tous les LR, européiste, pourtant auteur de cette belle analyse, est incapable de tirer les conséquences de cette faillite de l'Union dite européenne.

Qui, non contente d'organiser notre invasion et notre destruction spirituelle, est en passe de nous détruire matériellement...